

LEUR PACTE ? C'EST L'AUSTÉRITÉ À PERPÉTUITÉ

HALTE À LA DÉSINFORMATION SUR LA « BAISSÉ DES CHARGES »

Baisse des charges ? Une violente charge contre les retraités, oui ! Par décision du gouvernement et par entente entre initiés du Medef, les pensions du régime général et celles des régimes complémentaires sont gelées. Quand sortiront-elles du grand hiver social ? Dès cet instant, plus de 11 millions de retraités connaissent un recul social.

Baisse des charges ? Forts de cette très « courageuse victoire » contre les retraités, gouvernement et patronat prolongent la charge par le « *Pacte de responsabilité* ». Nous payons déjà par l'augmentation de la TVA le crédit d'impôts aux patrons. Des experts de haut vol préparent la suite : nous devrions payer les cotisations sociales des employeurs pour la Santé et les Allocations familiales. En fait, ils veulent privatiser la Sécu !

Baisse des charges ? Voilà des années, sous Fillon et Sarkozy en particulier, que les patrons ont accumulé des exonérations en tout genre, des remises d'impôts, et même la liberté d'envoyer leur tas d'or dans les paradis fiscaux. Résultat ? **5 228 800 chômeurs (Dom compris) + 667 800 chômeurs définitifs ("D" et "E")**. Les rares embauches se font à plus de **80% en CDD**. Les fermetures d'entreprises et les licenciements sont quotidiens.

Tournant le dos aux salariés et ouverte aux seuls patrons et banquiers, **cette politique permet la montée en charge de l'extrême droite**, le Front national, qui se nourrit des renoncements de la gauche de gouvernement et du ralliement de la droite à ses positions racistes.

POUR UN MOUVEMENT UNITAIRE CONTRE L'EXTRÊME DROITE ET L'AUSTÉRITÉ QUI LA NOURRIT

1 Gel immédiat des licenciements, des plans sociaux et des plans de départs réputés « volontaires » !
Embauche des jeunes à la place des contrats au rabais.

Une loi contre les licenciements et pour contraindre à l'embauche ! Les entreprises abandonnées par les états-majors patronaux doivent revenir à la collectivité nationale !

Pour le plein emploi, contre l'économie des rentiers et des financiers. L'emploi est un droit, l'actionariat un vol !

2 La Sécurité sociale est à nous ! Non à la privatisation et à la fiscalisation !

Arrêt du transfert des cotisations patronales vers les salariés et abrogation des exonérations des employeurs !

Taxation des dividendes des rentiers, proportionnelle au montant de leur fortune réelle. Récupération des capitaux de l'évasion fiscale pour les verser à la protection sociale.

Retour à un impôt démocratique qui taxe les riches à la hauteur de leur tas d'or et qui épargne les démunis. La TVA doit être immédiatement ramenée au plus bas.

3 Assez du chantage emploi contre salaire. Ne lâchons plus rien sur les salaires. Les actionnaires pillent les richesses que nous créons ! Egalité immédiate hommes-femmes - le SMIC à 1 700 euros net - augmentation générale des salaires en proportion de la hausse du SMIC. Les capitaux de l'évasion fiscale et de la spéculation financière fianceront le tout !

4 Contre le Front national, déguisé en parti du peuple, habillé dans le vieil uniforme de l'extrême droite raciste.

Tous à la manifestation le 18 mars à Lille à 14h30 Porte de Paris

CE QUE NOUS DÉFENDONS C'EST L'INFORMATION !

L'information est livrée à quelques grandes familles françaises (Bolloré, Bouygues, Bernard Arnault, Dassault...) et à quelques banques (Crédit Mutuel, Crédit agricole) prélude son naufrage dans le pouvoir des 5 sœurs mondiales, Google, Microsoft, Facebook, Twitter, Apple. Entre-temps, les journaux régressent ou disparaissent, agités par des raids d'acquéreurs, des plans de restructuration imbéciles, des suppressions d'effectifs sans fin. **L'information d'aujourd'hui est le produit monstrueux des états généraux de la presse de Sarkozy en 2008. Nous sommes donc partisans d'abroger le décret Sarkozy, cause du désastre actuel.**

Nous nous battons pour l'information, papier imprimé et numérique. Quand les propriétaires des sociétés d'information sabrent des éditions, des titres, des services, des emplois, ils dévoilent leur conception de l'information dans le numérique : ce sera les chiffres, pas les lettres. Ils pataugent dans le domaine numérique parce qu'ils ne servent pas l'information, mais les dividendes des actionnaires. **Nous sommes les partisans des lecteurs, pas des propriétaires !**

Nous nous battons pour que l'information sorte de la rubrique nécrologique : *Le Pays, France Soir, La Tribune, Libération* demain, les OPA de Facebook et Google... **L'information survit à peine au péril de l'offre, nous sommes partisans qu'elle vive en fonction de la demande !**

Nous nous battons pour l'information contre un handicap : le bilan de ces éditeurs qui n'ont vécu que d'expédients et d'aides publiques vite empochées depuis des années. Hier, c'était priorité à la pub, puis aux abonnements subventionnés, puis aux gratuits, puis aux aides qu'ils vont chercher sébile en main. Ils ne rendent jamais compte d'aucun de leurs échecs. Pourtant ils sont coupables et responsables.

Qu'ont-ils fait des aides à la presse ? Le dogme instauré par Sarkozy aux états généraux de 2008 : l'information, pour être libre, doit être rentable. Bilan, l'information a été vendue. Les aides ont été englouties par les plus gros sans aider les plus petits à vivre. Et ça continue de plus belle.

Nous sommes partisans de l'attribution d'aides à l'initiative éditoriale, pas de fonds publics aux licenciements et de subventions déguisées aux actionnaires. Nous sommes partisans de sociétés d'information indépendantes des 100 familles du patronat national et des 5 sœurs dominants le numérique. Que la possibilité soit ouverte de créer des sociétés d'information à but faiblement lucratif !

Nous sommes partisans d'une loi générale protégeant l'information des forces de l'argent. Une telle arme légale ne peut se forger qu'au terme d'échanges sociaux civilisés. **C'est pourquoi nous sommes partisans d'une négociation nationale sur l'information, alternative aux plans locaux de destruction des effectifs.**

CE QUE NOUS DÉFENDONS CE SONT LES PAPETERIES ET LEURS EMPLOIS

Des solutions contre les fermetures des usines ? En voilà... Celles qui ont été appliquées avec succès à M Real Alizay. Nous, nous ne sommes pas là pour pousser les feux du désespoir, comme le fait le Front national, mais bâtir l'avenir dans l'intérêt de tous.

Il existe un recours légal, celui qui est entre les mains des élus des mairies et des régions. Les propriétaires qui ne veulent plus des usines sont déchus de fait de leur titre d'entrepreneur. L'utilité publique de l'entreprise abandonnée doit être décidée. Aux élus de délibérer sur « *l'expropriation administrative pour cause d'utilité publique* » de l'usine répudiée, comme à l'usine Stora Enso Corbehem-Brebières menacée de destruction avec ses emplois.

Ce recours légal serait d'autant facilité si une loi était adoptée dans le sens M Real ou Corbehem, c'est-à-dire une loi de protection des emplois et des activités industrielles contre les spéculateurs et autres délocalisateurs.

Il est d'intérêt public pour les communes, le département et la région que les industries papetière et graphique assurent leur pérennité. Les pouvoirs publics nationaux devront appuyer de leur autorité *le droit de préemption* que les élus locaux et régionaux peuvent exercer pour garantir l'activité industrielle et l'emploi.

Tous à la manifestation le 18 mars à Lille à 14h30 Porte de Paris